

En faveur du colonialisme

Bruce Gilley

Traduit par un ami en Guadeloupe

Résumé

Le colonialisme occidental a mauvaise réputation depuis ces 100 dernières années. Il est grand temps de remettre en question cette orthodoxie. Le colonialisme occidental fut, de manière générale, à la fois objectivement bénéfique et subjectivement légitime dans la plupart des endroits où on le trouvait, en utilisant des mesures réalistes de ces concepts. Les pays qui ont embrassé leur héritage colonial, dans l'ensemble, ont davantage réussi que ceux qui l'ont rejeté avec mépris. L'idéologie anti-colonialiste a imposé de graves maux aux peuples assujettis et continue de contrecarrer le développement soutenu et la rencontre fructueuse avec la modernité dans beaucoup d'endroits. On peut réinstaurer le colonialisme dans des états faibles et fragiles de nos jours de trois façons: en se réappropriant des modes coloniaux de fonctionnement, en recolonisant certaines régions et en recréant de toutes pièces de nouvelles colonies occidentales.

Introduction

Depuis ces 100 dernières années le colonialisme occidental a mauvaise réputation. Il a pratiquement disparu des affaires internationales et il n'y a pas de façon plus facile pour discréditer une idée politique ou un adversaire que de crier au "colonialisme". Quand la politicienne Sud Africaine de l'opposition Helen Zille tweeka en 2017 que le succès de Singapour était partiellement dû à sa capacité de "tirer partie des précieux aspects de son héritage colonial, elle fut vilipendée par la presse, sanctionnée par son parti et fit l'objet d'une enquête par la commission des droits de l'Homme de son pays.

Il est grand temps de réévaluer ce sens péjoratif. L'idée que le colonialisme est toujours et en tous lieux une mauvaise chose a besoin d'être repensée compte tenu du bilan humain élevé d'un siècle de régimes politiques anti-coloniaux. Il s'agit pour le colonialisme occidental de repenser le passé autant qu'améliorer l'avenir. Cela implique la réaffirmation de la primauté des vies humaines, des valeurs universelles et des responsabilités partagées – la mission civilisatrice sans les fameux guillemets – qui a abouti à l'amélioration des conditions de vie de la plupart des

populations du Tiers Monde pendant la plupart des épisodes de colonialisme occidental. Cela consiste aussi à apprendre à créer de nouveau ces avantages. Les pays occidentaux et non occidentaux devraient reprendre la boîte à outils et langue coloniales dans le cadre de leur engagement pour une gestion efficace et l'ordre international.

Il y a trois façons de se réapproprier le colonialisme. L'une consiste à ce que le gouvernement et les populations des pays émergents reproduisent autant que possible la gestion coloniale de leur passé - comme des pays tels que Singapour, le Belize et le Botswana l'ont fait avec succès. Ce programme de "bonne gouvernance" qui contient trop de suppositions sur la capacité des pays pauvres à s'auto-gouverner, devrait être remplacé par le programme de "gouvernance coloniale". Une deuxième façon est de recoloniser certaines régions. On devrait encourager les pays occidentaux à détenir le pouvoir dans des domaines spécifiques de gestion (les finances publiques par exemple ou la justice pénale) afin de redémarrer des réformes durables dans les états faibles. Plutôt que de parler par euphémismes de "souveraineté partagée" ou de "neo-tutelle", de telles actions devraient s'appeler "colonialisme" car elles embrasseraient plutôt que de se dérober aux données historiques. Troisièmement dans certains cas il serait possible de construire de nouvelles colonies occidentales de fond en comble.

Le colonialisme ne peut revenir (soit comme un mode de gouvernance ou comme une extension de l'autorité occidentale) qu'avec le consentement des colonisés. Cependant maintenant que la génération nationaliste qui a imposé la décolonisation soudaine à des populations malchanceuses s'est éteinte, le temps est peut-être venu. Sèbe a illustré combien les pères fondateurs du colonialisme occidental en Afrique (tels que Livingstone en Zambie, Lugard au Nigeria et de Brazza au Congo) jouissent d'un regain de respect social et officiel dans ces pays maintenant que les approches romancées précoloniales et les approches post coloniales décevantes ont perdu leur éclat.¹ Comme l'a demandé ce jeune homme dans les rues de Kinshasa à Van Reybrouck (selon la description dans son ouvrage fondateur de 2010 sur le Congo) "Elle va durer au juste combien de temps cette indépendance? Quand est-ce que les Belges reviennent?"²

Trois échecs de la critique anti-coloniale

Les arguments en faveur des antécédents du colonialisme occidental – faisant référence

d'habitude aux colonies Britanniques, Françaises, Allemandes, Belges, Hollandaises et Portugaises du début du 19e siècle jusqu'à la moitié du 20e siècle – reposent sur le retournement de deux lignes distinctes de critiques. C'était objectivement néfaste (plutôt que bénéfique) et c'était subjectivement illégitime (plutôt que légitime). Il y a de surcroît une troisième ligne de critique qui mérite révision: cela heurte les sensibilités de notre société contemporaine. L'approche objective coûts/bénéfices identifie un certain besoin d'épanouissement humain - développement, sécurité, gestion, droits, etc - et se demande si le colonialisme a amélioré ou empiré la satisfaction objective de ce besoin. L'un des principaux défis de cette recherche c'est d'énumérer correctement les choses importantes puis de leur assigner des facteurs, des facteurs qui variaient vraisemblablement selon l'époque et l'endroit. Dans une société brutalement patriarcale, par exemple, l'accès à la justice pour les femmes a peut être été plus important que la protection des droits à la terre indigène (qui pouvait faire partie de ce patriarcat), ce qui fut le cas pour les femmes dans le Nord du Nigeria à l'époque coloniale, comme l'a soutenu Andreski.³

Un deuxième défi est de mesurer la contrefactualité: que se serait-il probablement passé dans un endroit donné sans tutelle coloniale? Beaucoup de modèles de recherches, par exemple, prennent en compte les variations de l'autorité coloniale elle-même et une variété d'autres facteurs qui co-existaient avec le colonialisme (tels que les normes culturelles, la géographie, la population, le fardeau des maladies, etc.) Mais ils ne prennent pas en compte la présence ou l'absence de colonialisme, comme par exemple une étude souvent citée de Acemoglu et ses collègues.⁴ Pour construire pareille contrefactualité, cela nécessite de ne pas mesurer que les tendances générales sociales, économiques et technologiques mais aussi le cours probable du développement indigène, de facteurs régionaux et d'une rencontre avec l'Ouest non gouvernée et non coloniale. Les pays qui n'ont pas eu de passé colonial significatif - la Chine, l'Ethiopie, le Liberia, la Libye, l'Arabie Saoudite, la Thaïlande, Haïti et le Guatemala par exemple – fournissent une mesure de comparaison pour aider à repérer, ce qui le cas échéant, furent les effets distinctifs du colonialisme. Ce que fait aussi la recherche dans le passé pre-colonial qui, presque par définition, révèle des institutions relativement faibles, des sociétés divisées, des économies de subsistance, comme par exemple dans l'étude de Biber sur la Namibie pre-coloniale.⁵

En constatant certaines de ces complexités, Abernethy résume la question objective des coûts/bénéfices comme suit:

"A des périodes et dans des régions où l'autorité coloniale avait dans l'ensemble un effet positif sur l'entraînement à l'autonomie gouvernementale, le bien-être matériel, les choix de répartition du travail, l'ascension sociale individuelle, la communication interculturelle et la dignité humaine, comparées à la situation probablement obtenue sans la domination européenne, alors les arguments en faveur du colonialisme pèsent dans la balance. En revanche à des périodes et dans des régions où les effets de la domination étrangère dans ces domaines furent, dans l'ensemble, négatifs comparés à un autre passé probable d'un territoire, alors le colonialisme est moralement indéfendable." ⁶

Outre ces exigences, il y a une liste simple de vertus épistémologiques. Des données impartiales et la sélection du cas, par exemple, nécessitent que les preuves soient rassemblées de manière à ne pas confirmer l'hypothèse en jeu. Donc, toute allégation sur, disons le niveau des violences coloniales ne nécessite non pas que des suppositions sur l'ampleur des violences qui auraient eu lieu en l'absence d'un gouvernement colonial mais aussi une minutieuse évaluation de ces violences par rapport à la population, les menaces pour la sécurité et les ressources pour la sécurité dans un territoire donné. On a bien de la peine à prendre un exemple important, à trouver un seul exemple d'évaluation soignée parmi les vastes travaux critiques sur la campagne anti-insurrectionnelle britannique contre les Mau Mau au Kenya de 1952 à 1960, tout particulièrement le travail réprobateur d'Elkins. ⁷ Daniels soutient que "si les Britanniques avaient abandonné le Kenya aux Mau Mau, il y aurait eu l'anarchie et également une guerre civile peut-être même un génocide". ⁸ Il y a eu autant de Kenyans qui ont rejoint la garde nationale de Kikuyu et le service pénitentiaire spécial pour les rebelles que la rébellion, et le gouvernement Kenyan indépendant a longtemps loué la contribution historique des Britanniques dans la répression de ce mouvement. ⁹ Au moins il incombe aux chercheurs de montrer que les brutalités provoquées par les Britanniques dans cette campagne ne furent pas le résultat probable d'une réaction proportionnelle étant donné le contexte et l'ampleur de la menace. Si ce cas soit-disant solide est douteux, qu'en est-il alors de la moindre "violence" souvent citée comme invalidant le colonialisme?

La plus flagrante violation des vertus épistémologiques est peut-être la cohérence interne (ou non-contradiction). Des chercheurs éminents font constamment l'allégation logique contradictoire que le colonialisme fut à la fois, trop perturbateur et pas suffisamment perturbateur, que ce soit par rapport aux frontières, aux institutions gouvernementales, aux systèmes économiques ou aux structures sociales comme Young ¹⁰ l'a prouvé dans deux courtes pages. Des africanistes tout particulièrement saluent le travail à la fois de Herbst ¹¹ qui a soutenu que le colon fit trop peu pour la création d'états et Young ¹² qui a soutenu précédemment qu'il en fit trop. Les nouvelles frontières territoriales sont critiquées pour avoir forcé l'intégration sociale alors que les anciennes sont critiquées pour avoir renforcé le tribalisme, une contradiction soulignée par Lefebvre ¹³. Les chercheurs marxistes ont jugé le colonialisme fautif quand il n'a pas investi dans la santé publique et les infrastructures (méprisant totalement la main d'oeuvre), et quand il l'a fait (afin de l'exploiter) ¹⁴. On attribue au colonialisme des pouvoirs presque magiques pour balayer tout ce qui est bon sur son passage (comme les chefs tribaux ou l'identité ethnique), et ces mêmes pouvoirs magiques pour pérenniser tout ce qui est mauvais sur son passage (comme les chefs tribaux ou l'identité ethnique).

Enfin il y a le simple effet épistémologique de falsification. Ceci est le plus souligné dans le traitement de ce qui fut sans aucun doute, un avantage du colonialisme: l'abolition du commerce des esclaves. Les critiques anticoloniaux se tortillent et s'agitent à ce sujet car il met à rude épreuve leur point de vue sur le "mauvais colonialisme". Il en résulte un flot constant de révisionisme: ça ne s'est pas produit suffisamment vite, il y avait des motivations diverses, il ne fut pas soutenu par tous les fonctionnaires coloniaux; les anciens esclaves sont restés pauvres et les anciens propriétaires sont restés riches; ça n'aurait jamais dû exister en premier lieu. ¹⁵ Toutes les recherches évidemment ne vont pas à l'encontre des prescriptions élémentaires ci-dessus. Les chercheurs qui conceptualisent et mesurent soigneusement les contrôles, qui établissent une contrefactualité réaliste, qui incluent une multitude de coûts et de bénéfices pondérés de manière justifiée, et qui adoptent les qualités épistémologiques élémentaires, trouvent souvent que certaines périodes du colonialisme occidental, si ce n'est beaucoup ou la plupart, furent un bénéfice net comme le montre l'analyse documentaire de Juan et Pierskalla ¹⁶. Pareils travaux ont mis en évidence les acquis significatifs sociaux économiques et politiques

durant la colonisation: éducation élargie, santé publique améliorée, l'abolition de l'esclavage, des opportunités professionnelles accrues, une administration perfectionnée, la création d'une infrastructure élémentaire, des droits pour les femmes, l'émancipation des communautés intouchables ou exclues historiquement, une fiscalité juste, l'accès au capital, l'apparition d'une connaissance historique et culturelle et la formation d'une identité nationale pour ne citer que quelques aspects ¹⁷.

Ceci conduit au deuxième échec de la critique anti-coloniale. Etant donné que les coûts objectifs et les bénéfices ont varié suivant l'époque et le lieu, une autre approche consiste simplement à s'en remettre au jugement des personnes concernées. L'approche subjective sur la légitimité se demande si les gens soumis au colonialisme l'ont traité au travers de leurs croyances et actions comme étant légitime. Ainsi, comme l'a montré Hechter, la domination étrangère a souvent été légitime dans l'histoire mondiale car elle a provoqué une meilleure gouvernance que l'alternative autochtone. ¹⁸

Les critiques anticoloniales affirment simplement que le colonialisme fut, selon les mots de Hopkins, "un assujettissement étranger sans légitimité populaire" ¹⁹. Cependant, jusqu'à très récemment, le colonialisme européen est apparu grandement légitime et pour de bonnes raisons. Des millions de gens se sont rapprochés des lieux d'intense occupation coloniale, ont envoyé leurs enfants à des écoles et hôpitaux, ont fait plus que le nécessaire à leurs postes dans les gouvernements coloniaux, ont dénoncé des crimes à la police coloniale, ont migré des zones non-colonisées aux zones colonisées, ont combattu pour les armées coloniales et participé à des opérations politiques coloniales - tous des actes relativement volontaires. En effet, la propagation rapide et la pérennité du colonialisme occidental sans grande force par rapport aux populations et régions concernées sont une preuve à première vue de son acceptation par les populations soumises comparé aux alternatives possibles. Les "gardiens", "médiateurs" et "collaborateurs" du colonialisme, comme le montre Abernethy, ont largement dépassé en nombre ceux qui ont résisté, du moins jusqu'à très tardivement: "L'expansion impérialiste fut non seulement le résultat d'une impulsion européenne mais aussi d'une attraction indigène." ²⁰ A Borneo, le Sultan du Brunei installa le voyageur anglais James Brooke comme rajah de la province chaotique de Sarawak en 1841, année à partir de laquelle l'ordre et la prospérité s'étendirent à tel point qu'un

protectorat britannique y fut établi en 1888, et que le Sultan préféra le laisser sous le contrôle de la famille Brooke jusqu'en 1946. ²¹

Sir Alan Burns, le gouverneur de la Côte de l'Or durant la seconde guerre mondiale remarqua que "si les gens de la Côte de l'Or avaient souhaité nous pousser dans la mer, ils auraient pu le faire. Mais c'était l'époque où les gens se présentaient par milliers non pas avec de creuses protestations de loyauté mais avec des hommes pour servir dans l'armée, et des cadeaux généreux pour le budget militaire et les associations caritatives militaires. C'était un comportement étrange pour des gens lassés de la domination britannique. ²²

Dans la plupart des zones colonisées, les peuples assujettis étaient soit confrontés à de sérieuses menaces pour leur sécurité de la part de groupes rivaux ou ils voyaient les avantages d'être gouvernés par un état libéral et modernisé. Patrice Lumumba, qui devint un agitateur anticolonial sur le tard, loua la domination coloniale belge dans son autobiographie de 1962 pour avoir "restaurer notre dignité humaine et nous avoir transformés en hommes civilisés, vigoureux, libres et heureux. ²³ Les déclarations pro-coloniales de Chinua Achebe, pendant ce temps, ont été quasiment effacées de notre mémoire par l'idéologie anticoloniale. ²⁴ Les quelques érudits qui tiennent compte de cette donnée, l'écartent habituellement comme étant une forme de conscience trompeuse. ²⁵ Le fait que la critique anticoloniale soit incapable d'accepter les avantages objectifs et la légitimité subjective du colonialisme révèle un troisième échec plus profond: elle n'avait jamais l'intention d'être "vraie" au sens d'un argument scientifique justifié par des normes communes de recherches, susceptibles de falsifications. Les origines de la pensée anticoloniale furent politiques et idéologiques et le but n'était pas la rigueur historique mais les revendications contemporaines. De nos jours, les militants associent la décolonisation (ou "post-colonialisme") avec toute sorte de transformation sociale radicale, qui involontairement, relie les conclusions historiques aux initiatives actuelles. Séparé des faits historiques, le post-colonialisme est devenu ce que Williams ²⁶ a appelé une flânerie culturelle métropolitaine d'attitude et de performance dont les exploit récents incluent une recherche sur les merveilles du sado-machosisme parmi les femmes du Tiers Monde ²⁷ et une littérature bourgeonnante sur les horreurs du colonialisme dans les pays qui n'ont jamais eu de colonies. ²⁸

Ce troisième échec de la critique anticoloniale est peut-être la plus néfaste. Ce n'est pas seulement un obstacle à la vérité historique, ce qui en lui-même cause un grand tort. Même en tant que moyen de revendications contemporaines c'est contreproductif car ça instrumentalise le passé colonial comme le montre la persécution de Helen Zille par l'état sudafricain qui implose lui-même petit à petit. "Ce qu'un meta récit de sentiments anticoloniaux peut rendre invisible ce sont les façons dont les gens ont revendiqué de nouvelles possibilités sans déployer de langage anticolonial" écrit Englund dans son étude des journaux de l'ère coloniale en Zambie. "En consacrant toute l'attention des chercheurs à la manière dont les différents acteurs durant cette période ont cherché à mettre fin à la domination coloniale, c'est succomber à un metarécit anti-colonialiste, un de ceux qui ne permet aucune marge entre les actions coloniales et anticoloniales et de ce fait, rend les autres perspectives inaccessibles à l'imagination morale des érudits."²⁹

Les coûts de l'anticolonialisme

Il est difficile de surévaluer les effets pernicieux de l'anticolonialisme global sur les affaires nationales et internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'anticolonialisme a ravagé les pays pendant que les élites nationalistes mobilisaient les populations analphabètes en les appelant à détruire les économies de marché, les entités politiques pluralistes et constitutionnelles et les processus politiques rationnels des colonisateurs européens. A "notre époque de repentance"³⁰ pour les atrocités, l'un des nombreux silences manifestes a été celui concernant une repentance pour les atrocités commises sur les populations du Tiers Monde par les partisans anticoloniaux.

Peu de cas illustrent mieux cela que celui de Amílcar Cabral, "hero" anti-colonialiste de Guinée-Bissau. En lançant une guérilla contre la domination portugaise en 1963, Cabral insista sur la nécessité de détruire totalement de casser, de réduire en cendres tous les aspects de l'état colonial dans notre pays afin d'ouvrir "un champ des possibles pour notre peuple"³¹. Il visait un état colonial qui avait quadruplé sa production de riz³² et amorcé une hausse régulière de l'espérance de vie³³ depuis le début de la domination en 1936. Selon les mots mêmes de Cabral il ne "fut jamais capable de mobiliser les gens pour une lutte contre le colonialisme"³⁴. Au lieu de cela, il

obtint l'entraînement et les armes de Cuba, la Russie et la Tchécoslovaquie et une aide économique de la Suède ³⁵. La guerre qui en résulta tua 15 000 combattants (sur une population de 600 000), et au moins autant de civils et déplaca 150 000 autres (soit un quart de la population).

En 1974, une fois la “ libération” réussie, une seconde tragédie humaine se déroula, coûtant la vie à 10 000 autres personnes , conséquence directe du conflit. En 1980, la production de riz était tombée à 50 %, soit 80 000 tonnes (passant d'un pic de 182 000 tonnes sous les Portugais). La politique devint “un tintamarre irascible d'anciens révolutionnaires” selon les propos de Forrest ³⁶ le demi-frère de Cabral, qui devint président, lâcha la police secrète sur la minuscule opposition – 500 corps furent retrouvés dans des fosses communes pour dissidents en 1981 ³⁷. Un dixième de la population restante a misé sur le Senegal ³⁸. Le parti unique étatique de Cabral s'élargit jusqu' à 15 000 employés, 10 fois plus que l'administration portugaise à son apogée. ³⁹ Des intellectuels marxistes déboussolés ont incriminé l'héritage du colonialisme ou la météo ou Israël ⁴⁰.

Les choses ont empiré. La Guinée-Bissau a une force de maintien de la paix plus ou moins permanente, et continue de pomper des millions en aide alors que les “continuadores de Cabral” se chamaillent dans, ce que la Banque mondiale appelle “un désordre politique continué” ⁴¹. Aujourd'hui, par habitant, la production de riz ne représente toujours qu'un tiers de ce qu'elle était sous les Portugais, cela malgré 40 années d'aide internationale et de progrès technologiques. La transition sanitaire, pendant ce temps, a considérablement ralenti depuis l'indépendance. En 2015, l'espérance de vie moyenne était juste de 55 ans, ce qui représente un gain de 0.3 années supplémentaires de vie depuis l'indépendance, moins de la moitié des 0.73 années supplémentaires de vie par an atteints durant l'ancien état colonial. Ce qui aurait pu devenir un Macao ou un Goa d'Afrique, prospère et sans cruauté , est devenu de nos jours un cloaque de souffrances humaines. Les universitaires anticolonialistes occidentaux et africains continuent de louer les idées de “libération nationale” de Cabral ⁴². Mais en fait les Guinéens existant sont peut-être en train de se demander “Quand est-ce que les Portugais reviennent?”

La Guinée Bissau semble un cas extrême. Elle ne l'est pas. Parmi les 80 pays qui se sont

débarrassés du “joug” colonial après la seconde guerre mondiale, la moitié au moins a traversé un pareil traumatisme, alors que la plupart des autres boitillent. Pendant 60 ans les despotes du Tiers Monde ont agité le spectre de la recolonisation pour discréditer les oppositions démocratiques et détruire leurs économies. Cependant, il n’existe pratiquement rien d’écrit sur la plupart de ces traumatismes postcoloniaux, puisque, comme le remarque Igreja, on considèrerait que les mouvements anticoloniaux étaient victimes plutôt qu’opresseurs ⁴³. Les intellectuels, en mode pleinement eurocentrique, préfèrent pondre des livres sur les atrocités coloniales ou suggérer que “l’héritage colonial” a un rapport avec les folies et les coups durs infligés à ces pays par leurs leader anticoloniaux ⁴⁴.

Il est certain que, tout comme la période coloniale ne fut pas un pur bien, la période de l’indépendance ne fut pas un pur mal. Quelques états post-coloniaux sont en bonne santé. Ceux dont l’imagination morale n’était pas enveloppée par l’idéologie anticoloniale firent la rencontre la plus productive avec la modernité, émergeant comme les leaders ce ce que W. Arthur Lewis appelle “le Tiers Monde créatif” ⁴⁵.

Mais la plupart sont restés bloqués dans des “révoltes” identitaires anticoloniales avec de terribles conséquences pour le bien-être de leur population. Un rapport alarmant de la Banque Mondiale datant de 1996 nota : “Presque tous les pays africains ont connu une régression systématique de capacité ces 30 dernières années; la majorité avait une meilleure capacité au moment de l’indépendance qu’elle n’en a maintenant.” ⁴⁶ Cette perte de capacité étatique ne fut pas une bagatelle; elle signifiait la perte de dizaines de millions de vies. Et cela ne s’améliore pas. Par exemple, seulement 13 des 102 pays historiquement en voie de développement sont sur la bonne voie pour atteindre une capacité d’état élevée d’ici 2100, selon Andrews et ses collègues. Les habitants du Bangladesh devront attendre encore 244 années au rythme actuel pour atteindre le niveau de haute capacité ⁴⁷. Est-ce qu’il aurait fallu que la Grande Bretagne attende le milieu du 23^{ème} siècle pour instaurer un bon gouvernement dans son ancienne province du Bengale oriental, même dans un rôle adapté, comme on le verra ci-après? Dans les affaires internationales, pendant ce temps, des états par ailleurs libéraux et démocratiques comme l’Inde, le Brésil ou l’Afrique du Sud continuent à se définir comme les ennemis du colonialisme occidental. Comme le montre Chatterjee Miller, la politique étrangère

de ces anciennes colonies continue d’être menée par un sentiment de victimisation et de revendications plutôt que par son intérêt personnel ou sa responsabilité mondiale ⁴⁸. Cela signifie qu’à chaque fois que le monde attend désespérément une intervention coordonnée à une catastrophe humaine, politique ou de sécurité – au Sri Lanka, Venezuela ou Zimbabwe par exemple – les voix de l’anticolonialisme interfèrent pour empêcher toute action. En fin de compte, la menace la plus sérieuse pour les droits de l’homme, ce n’était pas le colonialisme – comme les Nations Unies le déclarèrent en 1960 – mais l’anti-colonialisme.

Chatterjee Miller soutient qu’il en va de la responsabilité de l’occident d’être “attentif” à ces opinions anticoloniales. Il existe un autre avis selon lequel c’est la responsabilité de l’Occident d’aider ces nations à se désintoxiquer. Après tout, l’essor de la Grande Bretagne est assurément inséparable des manières avec lesquelles elle a embrassé et célébré ses colonisateurs, des Romains jusqu’aux Normands. Si les sentiments anticoloniaux n’avaient pas été canalisés en Grande Bretagne, le pays serait de nos jours un trou perdu de druides adorateurs.

La résurrection de la gouvernance coloniale

Alors que les intellectuels ont continué à creuser le sillon anticolonial depuis la fin de la guerre froide, beaucoup de pays ont changé leur gestion nationale interne pour replanter les graines de la “gouvernance coloniale”. Ce programme a beaucoup de choses communes avec le programme de la “bonne gouvernance”: libéralisme économique, pluralisme politique, et la rationalisation de l’administration ont remplacé la voie socialiste dans la plupart des pays. Cependant le programme de gouvernance coloniale se distingue du programme de bonne gouvernance de deux manières.

Tout d’abord, le premier l’affirme ouvertement et emprunte au passé colonial, recherchant des idées et notions de gouvernementalité. Comme le soulignent Burton et Jennings, “pendant à peu près la première décennie après l’indépendance, les gouvernements de l’Afrique de l’Est ont souvent adopté ou adapté à la fois les structures administratives et les concepts idéologiques de leurs prédécesseurs coloniaux afin de créer des systèmes de gouvernance plutôt réussis – en tout cas par rapport aux normes régionales.” ⁴⁹ Dans de nombreux cas, les bureaucrates coloniaux et la police furent réembauchés par les gouvernements nouvellement indépendants.

La réappropriation de cette trajectoire coloniale, abandonnée à l'indépendance, est la clé du programme de gouvernance coloniale. Chinua Achebe, lui-même "héro" anti-colonial, finit ses jours avec ses mémoires, qui affirmaient ouvertement les contributions positives du colonialisme pour la gouvernance de son Nigeria natal: "Il est important de reconnaître que les colonies britanniques furent, plus ou moins, habilement dirigées." ⁵⁰ Ce qui était important au sujet de cette "formulation de l'indicible" par Achebe, comme Msiska l'a appelé, ce fut sa redécouverte de la "formation coloniale nationale comme communauté habitable." ⁵¹ Cela eut des retombées concrètes sur la manière d'organiser la fonction publique, gérer le fédéralisme et promouvoir l'éducation. A l'instar des épisodes démocratiques du passé d'un pays, les épisodes coloniaux deviennent un grenier à fouiller pour trouver un passé vivable. Cela montre bien aussi combien il est important de choisir de nouveau une historiographie impartiale du colonialisme de sorte que les périodes coloniales ne soient pas vues comme des objets de résistance mais comme de fructueuses sources de créativité.

Le deuxième point connexe c'est que le programme de gouvernance coloniale reconnaît que la capacité à une autonomie gouvernementale efficace fait défaut et ne peut pas apparaître par magie. L'incapacité du pouvoir étatique à maintenir le respect de la loi et fournir des services publics, constitua la tragédie centrale de "l'indépendance" dans le Tiers Monde, comme quelques voix l'ont signalé, tels Plamenatz et Barnes à l'époque. ⁵² Se réapproprier la "gouvernance coloniale", signifie l'augmentation de la participation étrangère dans des secteurs clés, dans le monde des affaires, les sociétés civiles et le secteur public afin d'accroître cette capacité. En 1985 par exemple, le gouvernement indonésien vira les 6000 inspecteurs du travail du port Tanjung Priok à Djakarta, et remplaça le service des douaniers, inefficace et corrompu par la firme suisse SGS. Les suisses reconstruisirent le service des douanes, en restituant partiellement son contrôle en 1991 et complètement en 1997. ⁵³ Les exportations d'Indonésie ont prospéré. La société civile et les réformes politiques réussies, pendant ce temps, s'améliorent plus rapidement avec la présence d'acteurs de sociétés civiles internationales, comme elles le firent pendant la période coloniale, comme le montrent les études de sociétés civiles écologiques. ⁵⁴ En outre, les corporations multinationales peuvent être responsables des prestations de

services publics près de leurs installations, en imitant directement les pratiques coloniales, comme Hönke l'a illustré.⁵⁵

Le programme de gouvernance coloniale adopte un aspect cosmopolite – une mission civilisatrice – qui manque souvent dans le programme de bonne gouvernance. Bain, par exemple, reconnaît la “dure réalité” et les “horribles conséquences” de la décolonisation.⁵⁶ Toutefois il rejette simultanément l'idée selon laquelle l'Occident a quelque chose à offrir, puisque cela implique une mission impérialiste. Cette “critique non critique de la paix libérale” comme l'appelle Chandler⁵⁷ consigne les nations du Tiers Monde aux faiblesses et aléas des pratiques “authentiques” ou “indigènes”, un abandon de facto d'espoir en leurs capacités à se gouverner. En revanche, le programme de gouvernance coloniale ressuscite l'universalité de la paix libérale, accompagnée d'une norme partagée sur ce à quoi un pays bien gouverné doit ressembler.

En faveur de la recolonisation

La deuxième façon générale de se réapproprier le colonialisme consiste à recoloniser certaines régions. Dans certains cas, il se peut que juste un partage formel de la souveraineté par les pays occidentaux puisse fournir le mélange de responsabilité et d'autorité nécessaires pour créer un potentiel dans les états faibles. Selon la phrase souvent citée de Chesterman, le problème avec la création moderne d'un état ne réside pas dans son “caractère colonial; mais le problème c'est plutôt que parfois il n'est pas suffisamment colonial”⁵⁸.

La Banque mondiale et les Etats Unis, par exemple, ont expérimenté des mesures “cosignataires” au Liberia et Tchad dans les années 90 et 2000, là où les principales dépenses publiques nécessitaient les signatures à la fois des agents internes et externes. Dans la mission d'assistante régionale aux îles Salomon, menée par l'Australie (RAMSI) ou dans la commission internationale des Nations Unies, contre l'impunité au Guatemala (plus connue sous son acronyme espagnol CICIG) les principales fonctions juridiques et policières furent confiées à des pouvoirs externes à cause de la corruption généralisée et de la criminalisation de l'état. Sèbe nomme cela “création cosmopolite d'un état” car cela représente le rejet explicite du mythe chauvin de capacité d'auto-gouvernance qui a conduit les pays post-coloniaux à leur perte.⁵⁹

.Plutôt que d'utiliser une série illimitée d'euphémismes pour éviter la "lettre C" - "souveraineté partagée", "mise sous tutelle", "gouvernance par procuration", "administration transitoire", "neo-tutelle", "intervention de coopération" - ces mesures devraient s'appeler "Colonialisme" car elles embrasseraient plutôt que fuiraient les données historiques. Tout comme Ignatieff l'a écrit en 2002: "L'impérialisme ne cesse pas d'être nécessaire juste parce qu'il devient politiquement incorrect." ⁶⁰

Alors que l'abandon conceptuel du mythe de la capacité à l'auto-gouvernance est maintenant bien intégré, les défis pour créer de nouvelles formes de travail colonial sont immenses. Il existe trois questions séparées pour les responsables politiques: (1) comment rendre le colonialisme acceptable pour les colonisés (2) comment motiver les pays occidentaux à redevenir coloniaux et (3) comment faire en sorte que le colonialisme obtienne des résultats durables.

Toute relation coloniale requiert un degré élevé d'acceptation de la population locale. Cela explique peut-être la raison pour laquelle les interventions de l'après guerre froide ont cherché à souligner leur nature participative et consensuelle, par opposition à un colonialisme coercitif et prétendument illégitime ⁶¹. C'est un autre domaine où une historiographie coloniale précise fait cruellement défaut car, comme on le remarque, le colonialisme s'est habituellement répandu avec une marge significative de consentement chez les principaux responsables politiques. Une des leçons de la légitimation coloniale c'est le fait que, au moins dans les phases initiales, la légitimation sera démontrée, non pas avec l'organisation d'un plébiscite ou le soutien de groupes globalement organisés et représentatifs, mais simplement par la capacité de l'état intervenant à remporter l'adhésion des acteurs clés pour faire le travail. Trop souvent les critiques des interventions modernes ont dénoncé le manque d'obligation "de transparence et de représentation" ⁶². Cependant, c'est justement l'absence de conditions pour cette véritable obligation de transparence ou représentation, qui rend l'intervention nécessaire dès le départ, tout comme le colonialisme s'est répandu pour mieux gérer les rencontres non gouvernées avec l'Occident. Tout comme Chesterman l'a écrit: "Si un véritable contrôle local était possible alors une administration de transition ne serait pas nécessaire." La création d'un pouvoir politique transparent "pourrait bien être le but de l'administration de transition" écrit-il "mais par définition ça n'est pas le moyen." ⁶³

Pour approfondir le raisonnement, c'est l'état intervenant, tenu d'agir en tant qu'administrateur, qui a le pouvoir de choisir une voie légitime vers l'avant. Comme pendant la période coloniale, le contrôle étranger effectué par un état libéral avec ses propres mécanismes de transparence rigoureuse, c'est la meilleure piste pour le peuple d'un état faible vers la "gestion locale". Le soutien généralisé pour la restructuration et la reconstruction des forces de police par les Britanniques au Sierra Leone de 1999 à 2005 s'expliqua par cette légitimité établie de façon externe avec ses vestiges coloniaux explicites. "Les gens du Sierra Leone ont toujours eu un faible pour les Britanniques. Ce sentiment a pris tout son poids avec des demandes publiques pour que les Britanniques restent aussi longtemps que nécessaire, à cause de la condition d'impuissance du pays " selon les termes d'un journaliste local ⁶⁴.

La légitimité d'un nouveau colonialisme nécessitera presque toujours un leader local qui soit à la fois populaire dans son pays et un ardent défenseur de la relation coloniale. Après un scepticisme initial, Ellen Johnson Sirleaf, la présidente énergique du Liberia, a défendu le programme de management et d'aide économique et gouvernementale (GEMAP) après 2005, qui donna des pouvoirs étendus en matière de dépenses et de budget à des acteurs extérieurs. , Par conséquent les habitants du Liberia ont généralement accueilli le GEMAP. ⁶⁵ "Bien que certains politiciens du Liberia voient ce programme comme un colonialisme à peine déguisé, il est très apprécié par ceux qui vivent dans les rues jonchées d'ordures de la capitale", remarqua The Times. "Nous adorons le GEMAP" a dit Henry Williams, un commerçant à des hochements de têtes venant de la foule au comptoir. "Il va empêcher les politiciens de nous voler." ⁶⁶

La dynamique de la légitimité coloniale en progression est délicate car au fur et à mesure qu'un pays "gagne sa souveraineté", cette légitimité va décliner si elle n'est pas constamment recalibrée et réaffirmée. Lorsque les institutions et les règles s'améliorent, la relation coloniale deviendra plus intense, mais aussi plus contestée, à cause de ces structures plus complexes. Encore une fois les leçons du colonialisme d'autrefois sont pertinentes: "Le paradoxe central du processus de retrait colonial fut qu'il coïncida, dans la plupart des cas, avec la phase la plus active d'édification coloniale d'un état" écrivit Darwin ⁶⁷.

On consacre très peu d'attention au second défi bien qu'il soit sans doute plus grand: comment motiver les pays occidentaux à devenir coloniaux. Malgré les cris "d'exploitation", le colonialisme fut probablement une affaire peu rentable pour les puissances impérialistes. L'économiste de Stanford, Richard Hammond, a inventé l'expression "d'impérialisme non rentable" pour décrire les façons dont les puissances européennes se sont embarquées dans un colonialisme coûteux et ruineux, et au final non rentable, cela pour des raisons non économiques⁶⁸. C'est la raison pour laquelle elles ont renoncé à leurs colonies si facilement, comme l'a montré Wu, s'agissant de la cession hollandaise de Taïwan⁶⁹. Les bénéfices de l'empire furent largement répandus alors que les coûts furent assumés de justesse par la puissance coloniale comme Kaplan l'a écrit: "Le véritable problème avec l'impérialisme ça n'est pas son aspect mauvais mais plutôt que ce soit trop coûteux et de ce fait une vaste stratégie problématique pour un pays comme les USA."⁷⁰

Par exemple, l'Institut Australien Lowy de Politique Internationale calcula que le programme RAMSI coûta aux contribuables australiens environ \$ 2 milliards durant une période de dix ans, soit grosso modo le budget annuel de santé et d'éducation de la capitale Canberra, ou l'équivalent d'une année de contribution économique pour chaque habitant des îles Salomon. L'institut décrivit cela "comme un investissement colossal dans un pays où les intérêts australiens sont limités."⁷¹ Dès qu'il y a eu un soupçon d'opposition de ces îles, qui utilisaient des tropes anticoloniaux, les Australiens sont rentrés chez eux.⁷² Cette volonté de prendre en charge les affaires d'un pays étranger ne viendra pas facilement puisque les pays occidentaux doivent rendre des comptes très précis en matière de dépenses et l'idéologie anticoloniale est facile à mobiliser. Les Nations Unies, pendant ce temps, ne risquent pas d'intervenir avec davantage "d'administration internationale" en raison de l'anticolonialisme persistant des états phares du Tiers Monde.⁷³ La suggestion de Colliers en faveur de dispositions élargies de gouvernance menée par les Nations Unies est irréalisable à cause de cette raison.⁷⁴

Pour résoudre ce problème de mesures incitatives, Hechter a appelé à un "marché de gouvernance transnationale"⁷⁵ ce que nous pourrions appeler moins pudiquement "colonialisme à louer". Les états coloniaux seraient payés pour leurs services, une motivation essentielle pour

réussir. Cette motivation contractuelle renforcerait aussi l'approbation par la renégociation périodique des modalités. Si c'est bien conçu, les pays hôtes amortiraient largement leurs frais grâce à un investissement étranger plus élevé, des coûts d'emprunt externe plus faibles et une plus grande confiance du milieu des affaires, des bénéfices qui furent sans doute plus significatifs qu'une gestion améliorée pendant la période coloniale.⁷⁶

Il reste encore la troisième question de savoir si de nouvelles formes de colonialisme fonctionneraient. Le point principal consiste simplement à attirer l'attention sur la pertinence du passé colonial par rapport à cette question vu que les modèles adéquats pour la construction d'états ne sont probablement ni libéraux ni modernes mais autre chose.⁷⁷ Alors que le nombre d'interventions après-guerre froide impliquant une part de souveraineté fut plutôt faible, il y a eu de nombreux épisodes et types de colonialisme dont on peut tirer des leçons. Par exemple, la résurrection largement réussie de l'état au Cambodge après un régime génocidaire chinois imposé, n'est pas imputable à l'effort de reconstruction mené par les Nations Unies de 1992 à 1993. L'instauration libérale de la paix échoua au Cambodge, du point de vue de l'intention de création d'une démocratie solide ou une police et armée indépendantes.⁷⁸ Ce qui émergea à la place, ce fut un régime politique semi-autoritaire puisant profondément dans son passé colonial.⁷⁹

Une des leçons du passé, c'est que la part de souveraineté a besoin d'être substantielle et complète dans la plupart des cas. Si des acteurs extérieurs sont contraints de travailler avec des institutions locales pourries, comme Matanoch l'a soutenu⁸⁰, alors les réformes seront difficiles. Rebâtir une force de police locale pourra peut-être être possible sans part de souveraineté, mais pour débarrasser un système national de justice pénale complètement corrompu cela requiert un contrôle externe. La encore, la raison de revendiquer ce mot "colonialisme" réside dans le fait qu'il n'esquive pas cette importante vision empirique.

La seconde leçon est ce que Lemay-Hebert appelle "la centralité du social" - c'est à dire le caractère central de la congruence entre les valeurs dans la communauté et celles de l'état.⁸¹ Il a soutenu que les interventions libérales ont échoué à cause de leur aversion pour le social. À l'inverse, les interventions coloniales ont peut-être une plus grande chance de réussite parce

qu'historiquement cette "insistance sur le social" fut le point fort du colonialisme: le double mandat, l'administration indirecte, un personnel minimum d'expatriés et le droit coutumier allaient de pair avec les infrastructures de la modernité (écoles, lois universelles, médecine occidentale, etc). "Depuis qu'il a obtenu son indépendance, le Congo n'a jamais disposé d'une armée comparable en efficacité et discipline à celle de l'ancienne Force Publique (du Congo Belge) ", conclut tristement Van Reybrouck.⁸² Les Belges devraient peut être revenir.

Le récit sur Galinhas

Même avec une légitimité locale, la volonté occidentale et un bon programme, les défis sont immenses pour créer de nouvelles formes de colonialisme qui marche. Les dirigeants devront imaginer des solutions novatrices en réponse au chaos et déplacement continus causés par un siècle de politique anticolonialiste. Alors voici une modeste idée: bâtir de nouvelles colonies occidentales en partant de fond en comble.

En 2009, l'économiste Paul Romer, qui devint l'économiste principal de la Banque Mondiale, en 2016, suggéra que les nations riches construisent des " cités sous contrat" dans les pays pauvres.⁸³ Dans ce modèle, du terrain pratiquement vide est loué à une nation étrangère ou à un groupe de nations afin que leur souveraineté permette à une enclave moderne de se développer, comme ce fut le cas à Hong Kong. Cette minuscule colonie britannique, selon Romer, " contribua davantage à la réduction de la pauvreté mondiale que tous les programmes d'aide entrepris au siècle dernier."

Les nouvelles colonies résolvent correctement les 3 défis précités. Pour la population locale, elles sont légitimes car les citoyens choisissent d'y aller , se soustrayant à des situations pires et parce que leurs gouvernements en acceptent les modalités. Elles sont potentiellement attrayantes pour les états occidentaux car elles présentent pour les conservateurs un risque faible et s'autofinancent alors que pour les libéraux elles constituent des " actes de justice".⁸⁴ Pour finir ces cités sous contrat pourraient être efficaces - ce qui était le souci majeur de Romer quand il développa cette idée - parce qu'elles ont carte blanche pour transplanter leurs institutions sans avoir à travailler avec les institutions locales pourries.

Retournons en Guinée-Bissau. Supposons que son gouvernement cède en bail locatif au Portugal la petite île inhabitée de Galinhas, qui se trouve à 10 miles du continent et où la propriété de l'ancien gouverneur tombe en ruines. Le loyer annuel serait de \$1 afin que les portugais dépensent leur argent pour l'île et que le gouvernement de Guinée-Bissau ne soit pas dépendant de ce loyer. Supposons alors que les \$10 à \$20 millions en aides étrangères gaspillées annuellement pour ce pays, soient redirigés vers cette nouvelle colonie offshore pour y créer une infrastructure de base. Dans le cadre de cet accord les portugais autoriseraient un certain nombre d'habitants de Guinée-Bissau à s'établir chaque année sur l'île. Les institutions et la souveraineté portugaises seraient totales en ce lieu pour la durée du bail – disons 99 ans, ce qui fut le cas pour les parties continentales de Hong Kong. Un petit état européen se développerait sur la côte africaine.

Avec sa superficie de 60 miles carrés, au fil du temps, Galinhas pourrait aisément accueillir toute la population de Guinée-Bissau. Si c'est une réussite, cela attirerait les talents, le commerce et les capitaux. Les parties continentales de Guinée-Bissau bénéficieraient de la proximité de cette dynamo économique et s'inspireraient de ses réussites tout en échappant symboliquement au demi-siècle de cauchemar anticolonial de Amilcar Cabral. Cette même idée pourrait être appliquée tout le long des côtes de l'Afrique et du Moyen Orient, si elle réussit. Le colonialisme pourrait réapparaître sans les cris habituels d'oppression, occupation et exploitation.

Une idée saugrenue? Peut-être. Mais moins saugrenue que l'idéologie anticolonialiste qui a hanté la vie de millions de gens du Tiers Monde depuis cent ans. Cent ans de désastre, c'est suffisant. Il est temps de plaider à nouveau pour le colonialisme.

Note d'information

L'auteur n'a signalé aucun conflit potentiel d'intérêts.

Informations sur l'auteur

Bruce Gilley est professeur de science politique à l'Université d'Etat de Portland. Ses recherches sont axées sur la politique comparée et internationale, avec un intérêt tout particulier pour la légitimité politique et la construction d'états, la démocratie et les transitions démocratiques, la politique sur les changements climatiques et le Tiers Monde. Il est spécialiste de la politique de

l'Asie et de la Chine. Il travaille actuellement sur une biographie de Sir Alan Burns , ancien gouverneur britannique colonial et représentant au conseil de tutelle des Nations Unies. Le Professeur Gilley détient un Doctorat en politique de l'Université de Princeton et un DEA en économie de l'Université d'Oxford.

NOTES

- 1 Sèbe, "From Post-Colonialism to Cosmopolitan Nation-Building? British and French Imperial Heroes in Twenty-First-Century Africa".
- 2 Van Reybrouck, Congo : The Epic History of a People, 255.
- 3 Andreski, Old Wives' Tales: Life-Stories from Ibibioland.
- 4 Acemoglu et al., "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation".
- 5 Biber, Intertribal War in Pre-Colonial Namibia.
- 6 Abernethy, The Dynamics of Global Dominance : European Overseas Empires, 1415-1980, 403.
- 7 Elkins, Imperial Reckoning : The Untold Story of Britain's Gulag in Kenya.
- 8 Daniels, "Mau Mau Revisited", 26.
- 9 Stanley, "History Is Never Black and White"; and Branch, "The Enemy Within: Loyalists and the War against the Mau Mau in Kenya".
- 10 Young, "The Heritage of Colonialism", 11, 13.
- 11 Herbst, States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control.
- 12 Young, The African Colonial State in Comparative Perspective.
- 13 Lefebvre, "We Have Tailored Africa: French Colonialism and the 'Artificiality' of Africa's Borders in the Interwar Period".
- 14 Burns, British Imperialism in West Africa.
- 15 Miers and Klein, Slavery and Colonial Rule in Africa; and Misevich and Mann, The Rise and Demise of Slavery and the Slave Trade in the Atlantic World; and Ribi Forclaz, Humanitarian Imperialism: The Politics of Anti-Slavery Activism, 1880-1940.
- 16 Juan and Pierskalla, "The Comparative Politics of Colonialism and Its Legacies: An Introduction".

- 17 Lange et al., "Colonialism and Development: A Comparative Analysis of Spanish and British Colonies"; and Fieldhouse, *The West and the Third World: Trade, Colonialism, Dependence, and Development*; and Gann and Duignan, *Burden of Empire; an Appraisal of Western Colonialism in Africa South of the Sahara*; and Ola Olsson, "On the Democratic Legacy of Colonialism"; and Midgley and Piachaud, *Colonialism and Welfare : Social Policy and the British Imperial Legacy*; and Amone and Muura, "British Colonialism and the Creation of Acholi Ethnic Identity in Uganda, 1894 to 1962".
- 18 Hechter, *Alien Rule*.
- 19 Hopkins, *The Future of the Imperial Past*, 19.
- 20 Abernethy, *The Dynamics of Global Dominance : European Overseas Empires, 1415-1980*, 272-273, 264.
- 21 Walker, *Power and Prowess : The Origins of Brooke Kingship in Sarawak*.
- 22 Burns, *Colonial Civil Servant*, 318.
- 23 Lumumba, *Congo, My Country*, 12, 13.
- 24 Gilley, "Chinua Achebe on the Positive Legacies of Colonialism".
- 25 Ernst and Pati, *India's Princely States: People, Princes and Colonialism*; and Freud, "Organizing Autarky: Governor General Decoux's Development of a Substitution Economy in Indochina as a Means of Promoting Colonial Legitimacy"; and Stilwell, "Constructing Colonial Power: Tradition, Legitimacy and Government in Kano, 1903-63"; and Ypi, "What's Wrong with Colonialism".
- 26 Williams, "The Postcolonial Flaneur and Other Fellow-Travellers: Conceits for a Narrative of Redemption".
- 27 Deckha, "Pain as Culture: A Postcolonial Feminist Approach to S/M and Women's Agency".
- 28 Barbara Lüthi et al., "Colonialism without Colonies: Examining Blank Spaces in Colonial Studies".
- 29 Englund, "Anti Anti-Colonialism: Vernacular Press and Emergent Possibilities in Colonial Zambia", 243.
- 30 Gibney, *The Age of Apology: Facing up to the Past*; and Bentley, *Empires of Remorse: Narrative, Postcolonialism and Apologies for Colonial Atrocity*.
- 31 Cohen, "The State in Africa", 1.
- 32 Galli and Jones, *Guinea-Bissau: Politics, Economics, and Society*, 43.

- 33 Riley, "The Timing and Pace of Health Transitions around the World".
- 34 Cann, *Counterinsurgency in Africa: The Portuguese Way of War, 1961-1974*, 24.
- 35 Wolfers, "West African Leader Seeks Talks with Portugal".
- 36 Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict, and Renewal in a West African Nation*, 50.
- 37 Galli and Jones, *Guinea-Bissau: Politics, Economics, and Society*, 98; and Lopes, *Guinea-Bissau : From Liberation Struggle to Independent Statehood*, 154.
- 38 Forrest, *Guinea-Bissau: Power, Conflict, and Renewal in a West African Nation*, 97.
- 39 Mota, *Guiné Portuguesa*, 61.
- 40 Bigman, *History and Hunger in West Africa: Food Production and Entitlement in Guinea-Bissau and Cape Verde*; and Okafor, "The Paigc and the Economic Development of Guinea-Bissau: Ideology and Reality".
- 41 Gacitua-Mario et al., "Institutions, Social Networks, and Conflicts in Guinea-Bissau: Results from a 2005 Survey", 24.
- 42 Mendy, "Amilcar Cabral and the Liberation of Guinea-Bissau: Context, Challenges and Lessons for Effective African Leadership"; and Rabaka, *Resistance and Decolonization*.
- 43 Igreja, "Frelimo's Political Ruling through Violence and Memory in Postcolonial Mozambique".
- 44 Levy and Young, *Colonialism and Its Legacies*; and Mayblin, *Asylum after Empire: Colonial Legacies in the Politics of Asylum Seeking*; and Miles, *Scars of Partition : Postcolonial Legacies in French and British Borderlands*.
- 45 Gilley, "The Challenge of the Creative Third World".
- 46 World Bank, *Partnership for Capacity Building in Africa*, 5.
- 47 Andrews et al., *Building State Capability : Evidence, Analysis, Action*, 20.
- 48 Chatterjee Miller, *Wronged by Empire : Post-Imperial Ideology and Foreign Policy in India and China*.
- 49 Burton and Jennings, "Introduction: The Emperor's New Clothes? Continuities in Governance in Late Colonial and Early Postcolonial East Africa", 3.
- 50 Achebe, *There Was a Country: A Personal History of Biafra*, 43.
- 51 Msiska, "Imagined Nations and Imaginary Nigeria: Chinua Achebe's Quest for a Country", 413.
- 52 Plamenatz, *On Alien Rule and Self-Government*; and Barnes, *Africa in Eclipse*.

- 53 Liebhold, "Businesses Brace for Return of Customs".
- 54 Schofer and Hironaka, "The Effects of World Society on Environmental Protection Outcomes".
- 55 Hönke, "Multinationals and Security Governance in the Community: Participation, Discipline and Indirect Rule".
- 56 Bain, "For Love of Order and Abstract Nouns: International Administration and the Discourse of Ability", 155, 157.
- 57 Chandler, "The Uncritical Critique of 'Liberal Peace'".
- 58 Chesterman, *You, the People: The United Nations, Transitional Administration, and State-Building*, 12.
- 59 Sèbe, "From Post-Colonialism to Cosmopolitan Nation-Building? British and French Imperial Heroes in Twenty-First-Century Africa",
- 60 Ignatieff, "Nation-Building Lite".
- 61 Whalan, *How Peace Operations Work: Power, Legitimacy, and Effectiveness*.
- 62 Cunliffe, "State-Building: Power without Responsibility", 52.
- 63 Chesterman, *You, the People: The United Nations, Transitional Administration, and State-Building*, 239, 144.
- 64 Grøner Krogstad, "Local Ownership as Dependence Management: Inviting the Coloniser Back", 115.
- 65 Andersen, "Outsiders inside the State. Post-Conflict Liberia between Trusteeship and Partnership".
- 66 Houreld, "World Turns out to Hail Woman Who Carries Hopes of a Continent".
- 67 Darwin, "Exit and Colonial Administrations", 29.
- 68 Hammond, *Portugal and Africa, 1815-1910: A Study in Uneconomic Imperialism*.
- 69 Wu, "A Re-Valuation of the Management of Dutch Taiwan".
- 70 Kaplan, "In Defense of Empire".
- 71 Hayward-Jones, *Australia's Costly Investment in Solomon Islands: The Lessons of Ramsi* 17.
- 72 Barbara, "Antipodean Statebuilding: The Regional Assistance Mission to Solomon Islands and Australian Intervention in the South Pacific".

- 73 Lake and Fariss, "Why International Trusteeship Fails: The Politics of External Authority in Areas of Limited Statehood"; and Murray and Hehir, "Intervention in the Emerging Multipolar System: Why R2p Will Miss the Unipolar Moment".
- 74 Collier, *Wars, Guns, and Votes : Democracy in Dangerous Places*, 199-203.
- 75 Hechter, "Alien Rule and Its Discontents".
- 76 Davis and Huttenback, *Mammon and the Pursuit of Empire : The Economics of British Imperialism*.
- 77 Lemay-Hébert, "Critical Debates on Liberal Peacebuilding".
- 78 Richmond and Franks, *Liberal Peace Transitions : Between Statebuilding and Peacebuilding*, ch. 1.
- 79 Roberts, "Hybrid Polities and Indigenous Pluralities: Advanced Lessons in Statebuilding from Cambodia"; and Tully, *France on the Mekong : A History of the Protectorate in Cambodia, 1863-1953*.
- 80 Matanock, "Governance Delegation Agreements: Shared Sovereignty as a Substitute for Limited Statehood".
- 81 Lemay-Hébert, "Statebuilding without Nation-Building? Legitimacy, State Failure and the Limits of the Institutional Approach".
- 82 Van Reybrouck, *Congo : The Epic History of a People*, 470.
- 83 Romer, "Why the World Needs Charter Cities".
- 84 Freiman, "Cosmopolitanism within Borders: On Behalf of Charter Cities"; and Sagar, "Are Charter Cities Legitimate?".

BIBLIOGRAPHY

- Abernethy, D.B. *The Dynamics of Global Dominance : European Overseas Empires, 1415-1980*.
New Haven: Yale University Press, 2000.
- Acemoglu, D., S. Johnson, and J. Robinson. "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation." *American Economic Review* 95, no.5 (2000): 1369-1401.
- Achebe, C. *There Was a Country: A Personal History of Biafra*. New York: Penguin Press, 2012.
- Amone, C. and O. Muura. "British Colonialism and the Creation of Acholi Ethnic Identity in Uganda, 1894 to 1962." *Journal of Imperial & Commonwealth History* 42, no.2 (2014): 239-257.

- Andersen, L. "Outsiders inside the State. Post-Conflict Liberia between Trusteeship and Partnership." *Journal of Intervention and Statebuilding* 4, no.2 (2010): 129-152.
- Andreski, I. *Old Wives' Tales: Life-Stories from Ibibioland*. London: Routledge & K. Paul, 1970.
- Andrews, M., L. Pritchett, and M. Woolcock. *Building State Capability : Evidence, Analysis, Action*. 1st edition. ed. New York: Oxford University Press, 2017.
- Bain, W. "For Love of Order and Abstract Nouns: International Administration and the Discourse of Ability." *Journal of Intervention and Statebuilding* 3, no.2 (2009): 143-161.
- Barbara, J. "Antipodean Statebuilding: The Regional Assistance Mission to Solomon Islands and Australian Intervention in the South Pacific." *Journal of Intervention and Statebuilding* 2, no.2 (2008): 123-149.
- Barbara Lüthi, Francesca Falk, and Patricia Purtschert. "Colonialism without Colonies: Examining Blank Spaces in Colonial Studies." *National Identities* 18, no.1 (2016): 1-9.
- Barnes, L. *Africa in Eclipse*. London,: Gollancz, 1971.
- Bentley, T. *Empires of Remorse: Narrative, Postcolonialism and Apologies for Colonial Atrocity*. New York: Routledge, 2016.
- Biber, B. *Intertribal War in Pre-Colonial Namibia*. Genève: Institut universitaire de hautes études internationales, 1989.
- Bigman, L. *History and Hunger in West Africa: Food Production and Entitlement in Guinea-Bissau and Cape Verde*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 1993.
- Branch, D. "The Enemy Within: Loyalists and the War against the Mau Mau in Kenya." *Journal of African History* 48, no.2 (2007): 291-315.
- Burns, A.S. *Colonial Civil Servant*. London: George Allen and Unwin, 1949.
- Burns, E. *British Imperialism in West Africa*. London: Labour Research Department, 1927.
- Burton, A. and M. Jennings. "Introduction: The Emperor's New Clothes? Continuities in Governance in Late Colonial and Early Postcolonial East Africa." *International Journal of African Historical Studies* 40, no.1 (2007): 1-25.
- Cann, J.P. *Counterinsurgency in Africa: The Portuguese Way of War, 1961-1974*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 1997.
- Chandler, D. "The Uncritical Critique of 'Liberal Peace'." *Review of International Studies* 36, no.S1 (2010): 137-155.

- Chatterjee Miller, M. *Wronged by Empire : Post-Imperial Ideology and Foreign Policy in India and China*. Stanford: Stanford University Press, 2013.
- Chesterman, S. *You, the People: The United Nations, Transitional Administration, and State-Building*. Oxford: Oxford University Press, 2004.
- Cohen, R. "The State in Africa." *Review of African Political Economy* 3, no.5 (1976): 1-3.
- Collier, P. *Wars, Guns, and Votes : Democracy in Dangerous Places*. 1st ed. New York: Harper, 2009.
- Crook, R.C. "Legitimacy, Authority and the Transfer of Power in Ghana." *Political Studies* 35, no.4 (1987): 552-572.
- Cunliffe, P. "State-Building: Power without Responsibility." In *State-Building: Theory and Practice*, edited by A. Hehir and N. Robinson, 50-69. New York: Routledge, 2007.
- Daniels, A. "Mau Mau Revisited." *New Criterion* June, (2005): 21-26.
- Darwin, J. "Exit and Colonial Administrations." In *Exit Strategies and State Building*, edited by R. Caplan, 22-36. New York: Oxford University Press, 2012.
- Davis, L.E. and R.A. Huttenback. *Mammon and the Pursuit of Empire : The Economics of British Imperialism*. Cambridge: Cambridge University Press, 1986.
- Deckha, M. "Pain as Culture: A Postcolonial Feminist Approach to S/M and Women's Agency." *Sexualities* 14, no.2 (2011): 129-150.
- Elkins, C. *Imperial Reckoning : The Untold Story of Britain's Gulag in Kenya*. 1st ed. New York: Henry Holt and Co., 2005.
- Englund, H. "Anti Anti-Colonialism: Vernacular Press and Emergent Possibilities in Colonial Zambia." *Comparative Studies in Society and History* 57, no.1 (2015): 221-247.
- Ernst, W. and B. Pati. *India's Princely States: People, Princes and Colonialism*. London ; New York: Routledge, 2007.
- Fieldhouse, D.K. *The West and the Third World: Trade, Colonialism, Dependence, and Development*. Oxford, UK ; Malden, Mass.: Blackwell publishers, 1999.
- Forrest, J. *Guinea-Bissau: Power, Conflict, and Renewal in a West African Nation*. Boulder: Westview Press, 1992.
- Freiman, C. "Cosmopolitanism within Borders: On Behalf of Charter Cities." *Journal of Applied Philosophy* 30, no.1 (2013): 40-52.

- Freud, B. "Organizing Autarky: Governor General Decoux's Development of a Substitution Economy in Indochina as a Means of Promoting Colonial Legitimacy." *SOJOURN: Journal of Social Issues in Southeast Asia* 29, no.1 (2014): 96-131.
- Gacitua-Mario, E., S. Aasland, H. Nordang, and Q. Wodon. "Institutions, Social Networks, and Conflicts in Guinea-Bissau: Results from a 2005 Survey." In *Conflict, Livelihoods, and Poverty in Guinea-Bissau*, edited by B.-S. Barry, 23-42. Washington, D.C.: The World Bank, 2007.
- Galli, R. and J. Jones. *Guinea-Bissau: Politics, Economics, and Society*. London: F. Pinter, 1987.
- Gann, L.H. and P. Duignan. *Burden of Empire; an Appraisal of Western Colonialism in Africa South of the Sahara*, Hoover Institution Publications. New York,; F. A. Praeger, 1967.
- Gibney, M. *The Age of Apology: Facing up to the Past*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2008.
- Gilley, B. "The Challenge of the Creative Third World." *Third World Quarterly* 36, no.8 (2015): 1405-1420.
- . "Chinua Achebe on the Positive Legacies of Colonialism." *African Affairs* 115, no.461 (2016): 646-663.
- Grøner Krogstad, E. "Local Ownership as Dependence Management: Inviting the Coloniser Back." *Journal of Intervention and Statebuilding* 8, no.2-3 (2014): 105-125.
- Hammond, R.J. *Portugal and Africa, 1815-1910: A Study in Uneconomic Imperialism*. Stanford: Stanford University Press, 1966.
- Hayward-Jones, J. *Australia's Costly Investment in Solomon Islands: The Lessons of Ramsi*. Canberra: Lowy Institute for International Policy, 2014.
- Hechter, M. *Alien Rule*. Cambridge: Cambridge University Press, 2013.
- . "Alien Rule and Its Discontents." *American Behavioral Scientist* 53, no.3 (2009): 289-310.
- Helman, G.B. and S.R. Ratner. "Saving Failed States." *Foreign Policy* no.89 (1992): 3.
- Herbst, J.I. *States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 2000.
- Holson, F.O. "Can Peacebuilding Work?" *Cornell International Law Journal* 30, no.3 (1997): 701-716.
- Hönke, J. "Multinationals and Security Governance in the Community: Participation, Discipline and Indirect Rule." *Journal of Intervention and Statebuilding* 6, no.1 (2012): 57-73.

- Hopkins, A.G. *The Future of the Imperial Past*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.
- Hourel, K. "World Turns out to Hail Woman Who Carries Hopes of a Continent." *The Times* no.29 (2006):
- Ignatieff, M. "Nation-Building Lite." *New York Times Magazine* 151, no.52193 (2002): 26.
- Igreja, V. "Frelimo's Political Ruling through Violence and Memory in Postcolonial Mozambique." *Journal of Southern African Studies* 36, no.4 (2010): 781-799.
- Juan, A.D. and J.H. Pierskalla. "The Comparative Politics of Colonialism and Its Legacies: An Introduction." *Politics & Society* 45, no.2 (2017): 159-172.
- Kaplan, R. "In Defense of Empire." *The Atlantic* (2014):
- Krasner, S.D. "Sharing Sovereignty: New Institutions for Collapsed and Failing States." *International Security* 29, no.2 (2004): 85-120.
- Lake, D.A. and C.J. Fariss. "Why International Trusteeship Fails: The Politics of External Authority in Areas of Limited Statehood." *Governance* 27, no.4 (2014): 569-587.
- Lange, M., J. Mahoney, and M. vom Hau. "Colonialism and Development: A Comparative Analysis of Spanish and British Colonies." *American Journal of Sociology* 111, no.5 (2006): 1412-1462.
- Lefebvre, C. "We Have Tailored Africa: French Colonialism and the 'Artificiality' of Africa's Borders in the Interwar Period." *Journal of Historical Geography* 37, no.2 (2011): 191-202.
- Lemay-Hébert, N. "Critical Debates on Liberal Peacebuilding." *Civil Wars* 15, no.2 (2013): 242-252.
- . "Statebuilding without Nation-Building? Legitimacy, State Failure and the Limits of the Institutional Approach." *Journal of Intervention and Statebuilding* 3, no.1 (2009): 21-45.
- Levy, J.T. and I.M. Young. *Colonialism and Its Legacies*. Lanham, Md.: Lexington Books, 2011.
- Liebhold, D. "Businesses Brace for Return of Customs." *Asian Business* 33, no.4 (1997): 12.
- Lopes, C. *Guinea-Bissau : From Liberation Struggle to Independent Statehood*. London: Zed Books, 1987.
- Lumumba, P. *Congo, My Country*. New York,: Praeger, 1962.
- Matanock, A. "Governance Delegation Agreements: Shared Sovereignty as a Substitute for Limited Statehood." *Governance* 27, no.4 (2014): 589-612.

- Mayblin, L. *Asylum after Empire: Colonial Legacies in the Politics of Asylum Seeking*. New York: Roman & Littlefield International, 2017.
- Mendy, P.K. "Amilcar Cabral and the Liberation of Guinea-Bissau: Context, Challenges and Lessons for Effective African Leadership." *African Identities* 4, no.1 (2006): 7-21.
- Midgley, J. and D. Piachaud. *Colonialism and Welfare : Social Policy and the British Imperial Legacy*. Cheltenham, UK ; Northampton, MA, USA: Edward Elgar, 2011.
- Miers, S. and M.A. Klein. *Slavery and Colonial Rule in Africa*. Portland, OR: Frank Cass, 1999.
- Miles, W.F.S. *Scars of Partition : Postcolonial Legacies in French and British Borderlands*. Lincoln: University of Nebraska Press, 2014.
- Misevich, P. and K. Mann. *The Rise and Demise of Slavery and the Slave Trade in the Atlantic World*. Rochester, NY: University of Rochester Press, 2016.
- Mota, A.T.d. *Guiné Portuguesa*. 2 vols. Lisboa: Agência Geral do Ultramar, 1954.
- Msiska, M.-H. "Imagined Nations and Imaginary Nigeria: Chinua Achebe's Quest for a Country." *Journal of Genocide Research* 16, no.2-3 (2014): 401-419.
- Murray, R.W. and A. Hehir. "Intervention in the Emerging Multipolar System: Why R2p Will Miss the Unipolar Moment." *Journal of Intervention and Statebuilding* 6, no.4 (2012): 387-406.
- Okafor, F.O.E. "The Paigc and the Economic Development of Guinea-Bissau: Ideology and Reality." *The Developing Economies* 26, no.2 (1988): 125-140.
- Ola Olsson. "On the Democratic Legacy of Colonialism." *Journal of Comparative Economics* 37, no.4 (2009): 534-551.
- Plamenatz, J. *On Alien Rule and Self-Government*. London: Longmans, 1960.
- Rabaka, R. *Resistance and Decolonization, Reinventing Critical Theory*. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield International, 2016.
- Ribi Forclaz, A. *Humanitarian Imperialism: The Politics of Anti-Slavery Activism, 1880-1940*. Oxford: Oxford University Press, 2015.
- Richmond, O.P. and J. Franks. *Liberal Peace Transitions : Between Statebuilding and Peacebuilding*. Edinburgh: Edinburgh University Press, 2009.
- Riley, J. "The Timing and Pace of Health Transitions around the World." *Population And Development Review* 31, no.4 (2005): 741-764.

- Roberts, D. "Hybrid Politics and Indigenous Pluralities: Advanced Lessons in Statebuilding from Cambodia." *Journal of Intervention and Statebuilding* 2, no.1 (2008): 63-86.
- Roberts, D.W. *Liberal Peacebuilding and Global Governance : Beyond the Metropolis*. New York: Routledge, 2011.
- Romer, P. "Why the World Needs Charter Cities." https://www.ted.com/talks/paul_romer (2009):
- Sagar, R. "Are Charter Cities Legitimate?" *Journal of Political Philosophy* 24, no.4 (2016): 509-529.
- Schofer, E. and A. Hironaka. "The Effects of World Society on Environmental Protection Outcomes." *Social Forces* 84, no.1 (2005): 25-47.
- Sèbe, B. "From Post-Colonialism to Cosmopolitan Nation-Building? British and French Imperial Heroes in Twenty-First-Century Africa." *Journal of Imperial and Commonwealth History* 42, no.5 (2014): 936-968.
- Stanley, T. "History Is Never Black and White." *History Today* 62, no.12 (2012): 44-44.
- Stilwell, S. "Constructing Colonial Power: Tradition, Legitimacy and Government in Kano, 1903-63." *Journal of Imperial & Commonwealth History* 39, no.2 (2011): 195-225.
- Tully, J.A. *France on the Mekong : A History of the Protectorate in Cambodia, 1863-1953*. Lanham, Md.: University Press of America, 2002.
- Van Reybrouck, D. *Congo : The Epic History of a People*. New York: Ecco, 2014.
- Walker, J.H. *Power and Prowess : The Origins of Brooke Kingship in Sarawak*. Honolulu: University of Hawai'i Press, 2002.
- Whalan, J. *How Peace Operations Work: Power, Legitimacy, and Effectiveness*. New York: Oxford University Press, 2014.
- Williams, A. "The Postcolonial Flaneur and Other Fellow-Travellers: Conceits for a Narrative of Redemption." *Third World Quarterly* 18, no.5 (1997): 821-842.
- Wolfers, M. "West African Leader Seeks Talks with Portugal." *The Times* 26 October, (1971): 7.
- World Bank. *Partnership for Capacity Building in Africa*. Washington, DC: World Bank, Office of the Vice President, Africa Region, 1996.
- Wu, T.-M. "A Re-Valuation of the Management of Dutch Taiwan." *Taiwan Economic Review* 44, no.3 (2016): 379-412.
- Young, C. *The African Colonial State in Comparative Perspective*. New Haven: Yale University Press, 1994.

---. "The Heritage of Colonialism." In *Africa in World Politics : Constructing Political and Economic Order*, edited by J.W. Harbeson and D.S. Rothchild, 9-26. Boulder, CO: Westview Press, 2016.

Ypi, L.E.A. "What's Wrong with Colonialism." *Philosophy & Public Affairs* 41, no.2 (2013): 158-191.